RESTRICTED
SR/67
3 June 1949
FRENCH
Original : ENGLISH

19 DEC 1950

COMPTE RENDU DE LA SOIXANTE-SEPTIEME SEANCE

tenue à Lausanne le vendredi 3 juin 1949;
à 10 heures.

Présents : M. de Boisanger (France) - Président.
M. Yalcin (Turquie).
M. Ethridge (Etats-Unis
d'Amérique)
M. Azcárate - Secrétaire principal

Demande présentée par les délégations arabes tendant à obtenir que
le memorandum de la Commission du 23 mai (AR/12) soit retiré de l'ordre
du jour du Comité général.

Le PRESIDENT rappelle qu'il a répondu à la demande des délégations arabes en déclarant que c'est la Commission qui décidera elle-même de la question. Quant à lui, il n'a jamais eu l'intention de retirer ce document de l'ordre du jour. Il a été clairement spécifié que la Commission ne s'occuperait pas elle-même d'examiner au fond les propositions présentées par l'une ou l'autre partie et qu'elle se bornerait à en assurer la transmission. De l'avis du Président, la Commission doit maintenir le principe qu'elle transmettra toute proposition et ce, sous la forme qu'elle jugera convenable; elle ne doit pas reconnaître aux délégations le droit de refuser des propositions transmises de la sorte.

La Commission approuve l'opinion du Président.

Transmission des propositions israéliennes relatives à la frontière orientale d'Israël.

M. de la TOUR du PIN (Président du Comité général) fait remarquer que le Secrétariat a rédigé un memorandum, qui doit être remis aux délégations arabes et qui contient un résumé des propositions israéliennes, sans faire mention particulière du canal. Personnellement, il approuve le projet du Secrétariat et il voudrait connaître l'opinion de la Commission.

Le PRESIDENT et M. ETHRIDGE jugent le projet de memorandum trop vague; ils préféreraient un exposé plus complet et plus précis des propositions. M. Ethridge fait observer que le canal et le plan Hayes constituent les arguments sur lesquels s'appuie Israël pour demander la frontière qu'il propose; l'orateur estime que les propositions seront mieux comprises des délégations arabes si l'on donne des explications sur ce point.

Répondant à une question de M. Yalcin sur l'établissement d'une carte éventuelle, le PRESIDENT rappelle que M. Lifshitz a déclaré qu'il n'était pas possible de fournir une carte pour le moment. La carte Hayes a été prêtée à titre officieux à la Commission et ne peut être transmise aux délégations arabes.

Le Président propose que le Comité général étudie la question et prépare un nouveau projet qui pourrait être examiné par la Commission à la séance du lendemain matin.

La Commission approuve la proposition du Président.

Lettre du Directeur adjoint de l'Aide des Nations Unies aux Réfugiés de Palestine concernant l'emploi des réfugiés arabes.

Le PRESIDENT pense que la lettre en question relève de la compétence du Comité technique pour les réfugiés.

M. ETHRIDGE est de l'avis du Président, mais indique que la lettre devrait être aussi remise, pour information, aux délégations arabes et aux comités représentant les réfugiés arabes.